

# CUAE

## RAPPORT D'ACTIVITÉ

# 2019-2020

*Rédaction octobre 2020*

**Conférence Universitaire des Associations d'Étudiant.e.x.s**

102 bd Carl-Vogt  
1205 Genève

[www.cuae.ch](http://www.cuae.ch)

[www.facebook.ch/CUAE.GE](https://www.facebook.com/CUAE.GE)

[cuae@unige.ch](mailto:cuae@unige.ch)

Instagram : cuae\_unige

Twitter : CUAE\_unige

# Table des matières

<i>AGENDA-GUIDE</i> .....	3
<i>CONFERENCES</i> .....	3
<b>I. Décolonisons-nous. Entre réflexion et activisme. Femmes afro-indigènes en résistance contre les multinationales.</b> .....	3
<b>II. Les multinationales et l'industrie des murs. Résistance des mouvements de migrants, des organisations de femmes et de la Palestine.</b> .....	4
<b>III. Justice climatique, industries fossiles et impunité des multinationales, + présentation du film Women Warrior par Madonna Thunder Hawk.</b> .....	4
<b>Les Silencieuses</b> , Nicolas Raccah & Frédérique Aït-Touati .....	4
<b>Table ronde, les mécanismes de la censure</b> .....	5
<b>Je t'enjoins cordialement à aller te faire cuire le cul, ou comment survivre à un débat</b> .....	5
<b>Coup d'Etat, coups aux femmes en Bolivie</b> .....	5
<i>PROJECTION DE FILMS</i> .....	6
<b>L'occupation de l'auditoire MR080.</b> .....	6
<i>GRÈVE DU CLIMAT</i> .....	6
<i>CGDM</i> .....	7
<i>COVID-19</i> .....	9
<i>SÉANCE PERMIS B</i> .....	12
<i>ATELIERS DE FRANÇAIS</i> .....	12
<i>GT GENRE</i> .....	13
<i>SEMAINE DES ASSOCIATIONS</i> .....	13
<i>RÉUNION ASSOCIATIONS - RECTORAT</i> .....	14
<i>WELCOME DAYS ET RENTRÉE</i> .....	14
<i>RÉSEAUX ASSOCIATIF</i> .....	15
<b>Associations membres</b> .....	15
<b>Association des Étudiant[e.x.s] en Sciences (AESc)</b> .....	16
<b>Assemblée des Délégué.e.x.s</b> .....	17
<b>Associations non-membres</b> .....	17
<b>Réseau suisse</b> .....	17
<i>ORGANES DE LA CUAE</i> .....	18
<b>Le comité</b> .....	18
<b>Le secrétariat</b> .....	19
<i>WEB ET RÉSEAUX SOCIAUX</i> .....	19

# ***RAPPORT D'ACTIVITÉ – année académique 2019-2020***

## **AGENDA-GUIDE**

Lors de l'année 2018-2019, nos agendas-guides ont reçu un franc succès et plus de 5'000 exemplaires ont été distribués. Nous avons donc reconduit notre collaboration avec des graphistes pour l'édition de 2019-2020. L'animal de cette année est la fourmi et nous avons réussi à mettre en place un magic-eye sur le verso de l'agenda. Une forme apparaît donc en 3D suivant la manière dont nous regardons la couverture.

Le contenu de l'agenda reste, lui, sensiblement le même. On y trouve des informations pratiques pour ce qui concerne l'administratif, des bons plans pour survivre à Genève et une présentation du fonctionnement de l'Université et de la CUAE. Enfin, toutes les informations, adresses et dates contenues dans l'agenda ont été minutieusement vérifiées et mises à jour durant les vacances d'été.

## **CONFERENCES**

Dans le cadre de la semaine de mobilisation des peuples qui eu lieu entre le 12 et 19 octobre 2019, la CUAE a co-organisé 3 conférences à Uni-Mail, traduites simultanément en plusieurs langues.

### **I. Décolonisons-nous. Entre réflexion et activisme. Femmes afro-indigènes en résistance contre les multinationales**

*Jeudi 10 octobre 2019*

Hier contre les colonisateurs occidentaux, aujourd'hui contre la globalisation capitaliste, les femmes ont occupé et occupent une place centrale dans la résistance amérindienne : capitaines, cheffes des armées, guerrières, syndicalistes, activistes en dépit de l'héritage colonial, patriarcal et raciste, elles ont su mener un combat sans répit tout en assumant le rôle fondamental de la transmission culturelle, sociale et politique. Regards croisés de femmes ayant lutté et luttant toujours contre les systèmes et méthodes oppressives, qu'elles soient coloniales, patriarcales ou capitalistes.

## **II. Les multinationales et l'industrie des murs. Résistance des mouvements de migrants, des organisations de femmes et de la Palestine.**

*Mardi 15 octobre 2019*

La mondialisation néolibérale a ouvert les portes à l'exploitation sauvage du monde par les grandes puissances économiques. Les mégaprojets, l'agro-industrie et la militarisation, entre autres processus, expriment un système capitaliste patriarcal, néolibéral et raciste qui équivaut à une attaque contre la vie en tant que telle. Les communautés et les peuples résistent à l'avancée de cette offensive. Des lieux où l'occupation militaire tue des gens et volent leurs terres, aux murs qui empêchent les personnes déplacées d'accéder aux lieux de privilège perçu, à l'exploitation dont a pu franchir les barrières, cette conférence a entendu des témoignages de lutte et de résistance qui retracent toute la piste de la criminalité d'entreprise qui perpétue la répression capitaliste de nos droits et libertés.

## **III. Justice climatique, industries fossiles et impunité des multinationales, + présentation du film Women Warrior par Madonna Thunder Hawk.**

*Jeudi 17 octobre 2019*

Alors que des personnes du monde entier élèvent la voix pour maintenir les combustibles fossiles dans le sol, les sociétés transnationales, les élites et les gouvernements rejettent ces voix en construisant des mégadams et des pipelines, en extrayant des combustibles fossiles, en détruisant les forêts et les écosystèmes naturels, en accaparant des terres et en violant les droits humains. Une centaine d'entreprises d'énergies fossiles sont responsables de près de 70% de l'augmentation du dioxyde de carbone atmosphérique, et 20 entreprises représentent près d'un quart de l'augmentation de la température mondiale entre 1854 et 2010. Leur impunité nous conduit à la mort, et elle doit cesser.

## **Les Silencieuses, Nicolas Raccah & Frédérique Aït-Touati**

*Jeudi 14 novembre 2019*

Le spectacle aborde la thématique du musellement des voix des femmes, et plus précisément en ce qui concerne leur plaisir, tandis que les hommes "peuvent" en parler plus librement. Le spectacle dénonce l'application des hommes à faire taire les femmes sur des sujets qui leur appartiennent directement.

Le spectacle a été co-organisé avec l'Unige, l'ACIL, l'AEFRAM, la CGTF et SoPhIE.

## **Table ronde, les mécanismes de la censure**

*Jeudi 28 novembre 2019*

Organisé par l'Association pour le Patrimoine Industriel (API). Les mécanismes de la censure dans la presse ont été abordés par Denis Masméjan (reporters sans frontières) et Benito Perez, journaliste au Courrier actuellement en procès contre un industriel de la place genevoise. La CUAE a, quant à elle, abordé la censure dans le champ académique. Notamment le cas de la faculté des sciences concernant l'étouffement de la vive contestation contre l'expérimentation animale en 2019, mais également la marchandisation de la recherche et la quête de financements privés orientant à des fins commerciales la recherche. Finalement, le poids des revues et des indicateurs de performances sur le maintien de courants dominants et hégémoniques a été problématisé. Vidéo disponible sur ce lien: <http://www.darksite.ch/alachaine/spip/spip.php?article468>

## **Je t'enjoins cordialement à aller te faire cuire le cul, ou comment survivre à un débat**

*Mardi 25 février 2020*

La CUAE a organisé un cycle de 4 ateliers de co-réflexion féministe, en mixité choisie sans hommes cis-genre, pour répondre aux relou.e.s agresseurs sous couvert de vouloir "débatte". Malheureusement, les éditions du 24 mars, 28 avril et 19 mai 2020 ont toutes été annulées pour raisons sanitaires.

## **Coup d'Etat, coups aux femmes en Bolivie**

*Mercredi 11 mars 2020*

Suite aux élections du 20 octobre 2019 en Bolivie, l'opposition a exercé une violence croissante qui s'est dirigée notamment sur les femmes indigènes. Leurs actes brutaux ont été légitimés lors du coup d'Etat du 10 novembre lorsque le président et candidat Evo Morales qui, lâché par l'armée, renonce à mettre fin aux persécutions perpétrés contre les élus de son parti politique du MAS et généralisées jusqu'aux supposés partisans. Les jours qui ont suivi le coup d'Etat ont été marqués par les massacres de Sacaba et Senkata, comptabilisant 36 morts et plus de 1000 emprisonnements abusifs en l'espace de 2 semaines. Témoignages de représentant.e.x.s présent.e.x.s sur les lieux.

## PROJECTION DE FILMS

### L'occupation de l'auditoire MR080

*26 novembre 2019*

Ce film retrace les événements autour d'une occupation ayant eu lieu il y a 10 ans. La CUAE avait lancé cette occupation qui a finalement donné lieu à l'ouverture de l'espace autogéré, le Nadir.

Plusieurs personnes ayant participé à cet événement étaient présentes et on pu nous raconter les coulisses de l'occupation.

## GRÈVE DU CLIMAT

La CUAE a continué son soutien au mouvement pour le climat genevois durant l'année académique 2019-2020.

En premier lieu, elle a renouvelé son soutien logistique et matériel au collectif *Climatestrike UNIGE x HES*, par la mise à disposition de matériel pour banderoles (tissu, peinture, scotch, ficelle, etc.), d'un accès à l'imprimante pour divers travaux (impression de tracts, flyers et affiches), et d'un soutien logistique par la mise à disposition d'un casier dans la salle des Associations. Le collectif en question a entre temps intégré le collectif genevois nommé *Grève du Climat Genève*, sans pour autant voir le soutien de la CUAE s'amenuiser.

En second lieu, la CUAE a participé à l'organisation de la *Grève pour l'Avenir*, regroupant une coalition large de syndicat, associations, partis et mouvements de la société civile. Elle s'est rendue à plusieurs séances plénières de cette coalition. Malheureusement, l'événement, qui devait se tenir le 15 mai, a dû être annulé à cause du Covid. Aucune date de report n'est connue pour le moment.

Enfin, la CUAE a commencé à travailler sur cette même grève, mais particulièrement au sein de l'Université, avec son groupe de travail (ci-après : GT) *Néolibéralisme*. L'idée était de mettre en perspective les effets du néolibéralisme à l'Université et la catastrophe écologique en cours. Une Assemblée générale avait été prévue pour le mois de mars mais, une fois encore, elle a dû être abandonnée à cause du virus.

## CGDM

La CUAE a continué, durant la période 2019-2020, à prendre activement part à la Coordination Genevoise pour le Droit de Manifester (ci-après : CGDM), créée en juin 2019. Cet organe, composé de partis, syndicats, associations, mouvements et individus entend défendre le droit de manifester à Genève, et refuse les restrictions de l'exercice de la liberté de réunion prévue par l'actuelle Loi sur les manifestations sur le domaine public (ci-après : LMDPu).

Pour alerter la société civile, les médias et inciter les partis politiques de l'*Alternative* à réagir, la CGDM a rédigé un rapport intitulé "Manifester, c'était mieux avant !". Ce dernier a été rendu public à l'occasion d'une conférence de presse le 11 décembre 2019 à la Maison Internationale des Associations. Plus précisément, le rapport étudie les restrictions de manifestations à l'encontre de divers mouvements, syndicats, associations, partis et organisations durant la période 2015-2019. De nombreuses situations y sont abordées et dénoncées. Deux points principaux y sont abordés ; premièrement, le fait que la LMDPu est contraire au droit international et contraire aux recommandations internationale en matière de liberté de réunion. Deuxièmement, le fait que la pratique genevoise en la matière est extrêmement restrictive et intimidante, et s'est par ailleurs durcie depuis 2019 et le changement de ministre. La CGDM y présente également ses revendications politiques et législatives. Un résumé du rapport, ainsi que le rapport entier, peuvent être consultés ici : <https://reverse.co/infos-locales/article/manifester-c-etait-mieux-avant-2371>. A paraître également : un article sur la CGDM dans le cinquantième numéro du *Regard Critique*, prévu à l'automne 2020.

Durant le premier semestre de 2020, le Conseil Fédéral a mis en application une ordonnance fédérale interdisant tout rassemblement sur le domaine public, en raison de la situation sanitaire liée au Covid-19. Pourtant, cette ordonnance fédérale est contraire au droit international, qui prévoit qu'un gouvernement ne peut restreindre uniformément la liberté de réunion sans motif justifié pour chaque événement. Ainsi, plusieurs mouvements et individus ont reçus émoluments, amendes et ordonnances pénales pour "manifestation interdite". Après un allègement de la situation sanitaire, les rassemblements sur le domaine public ont peu à peu été à nouveau autorisés. Durant la première vague du virus, un des piliers de la démocratie a donc été largement mis à mal par le gouvernement fédéral.

Constatant que la situation politico-législative et que les pratiques du Département de la Santé, de l'Economie et de la Sécurité (ci-après : DSES) ainsi que de la police, concernant l'exercice de la liberté de réunion, n'avaient pas évoluées, la CGDM a invité la presse à une seconde conférence, le 25 août 2020. Cette date était à la fois symbolique et stratégique, étant donné que se tenaient deux jours plus tard deux procès liés à la restriction du droit de manifester. De plus, le contexte politique avait amené Mauro Poggia, en charge du DSES, à réprimer sévèrement et systématiquement la *Critical Mass*, affirmation qui a

malheureusement été vérifiée lors de l'édition de fin août. Lors de cette conférence de presse, la CGDM a insisté sur quelques points fondamentaux.

En premier lieu, la législation genevoise en la matière doit absolument être modifiée. Ratifiée en 2012, la LMDPu prévoit que tout organe voulant organiser un rassemblement sur le domaine public est soumis obligatoirement à une demande d'autorisation, et que celle-ci doit se faire au moins trente jours en amont du rassemblement, sous réserve de situation exceptionnellement urgente. La CGDM dénonce cette juridiction qui est contraire au droit international et aux recommandations du Conseil de l'Europe en la matière, qui prévoit plutôt un régime de notification préalable. En ce sens, la CGDM travaille avec les partis dits de l'*Alternative*, et un projet de loi est actuellement en discussion au Grand Conseil.

En second lieu, la pratique des autorités en la matière est extrêmement restrictive et intimidante. Depuis l'arrivée de Mauro Poggia à la tête du DSES, des émoluments administratifs sont systématiquement perçus ; cette "innovation" administrative est à la fois dissuasive pour les petits organismes qui ne peuvent se permettre de déboursier 500.- CHF pour chaque rassemblement, mais touche également les plus grandes organisations syndicales. De plus, la pratique actuelle des autorités oblige la personne officiellement organisatrice, c'est-à-dire celle ayant déposé la demande d'autorisation auprès des autorités compétentes, à se rendre dans les locaux de la police pour négocier chaque aspect du rassemblement (parcours, horaires, pancartes, slogans, logistique, etc.). La police impose également un service d'ordre interne, autrement dit oblige les organisateur.ice.x.s à faire son travail à sa place. Cette tendance incite à la *professionnalisation* du droit démocratique fondamental de se réunir sur le domaine public. Notons également que ces réunions dans les locaux sont très désagréables et intimidantes, notamment à cause du sexisme et du racisme prégnant au sein de l'institution policière. Enfin, la CGDM dénonce l'arbitraire des autorités concernant la législation genevoise ; en effet, la loi n'est pas du tout appliquée de la même manière pour tout le monde. A titre d'exemple, les émoluments administratifs cités plus haut ne sont pas appliqués de la même façon, bien que rien ne semble justifier cet état de chose ; les manifestant.e.x.s pro-kurdes les reçoivent lors de chaque manifestation ou rassemblement, tandis que les plus grandes manifestations où le rapport de force semble défavorable à la police (tel que la manifestation antiraciste du 9 juin 2020 à Genève en lien avec la mort de George Floyd) ne reçoivent pas de tels émoluments.

Les revendications de la CGDM, hormis celles exposées dans le rapport, sont les suivantes :

- Que la LMDPu soit appliquée de manière conforme au droit international garantissant la liberté de réunion, soit par le passage d'un régime d'autorisation préalable à un régime de notification préalable, par le retrait du délai de 30 jours pour annoncer une manifestation, et par l'arrêt immédiat de la pratique propre à Mauro Poggia qui est de percevoir des émoluments ;

- Conformément à cela, la CGDM ne considère plus comme nécessaire de continuer à demander des autorisations de manifester au DSES.

Par ailleurs, la CGDM a réaffirmé en août 2020 une volonté de se battre tant sur le plan juridique, politique que pragmatique pour garantir le droit de manifester pour tout le monde.

Finalement, la CGDM a ressenti le besoin de se doter d'une structure plus forte. C'est pourquoi elle a entamé un processus de restructuration, avec l'écriture de statuts, qui devrait prendre forme fin 2020. La CUAE reste très impliquée dans cette structure qui nous paraît fondamentale, en tant qu'organe de la société civile mais également en tant qu'organe représentatif des étudiant.e.x.s.

## COVID-19

À la suite des directives sanitaires prises par le Conseil fédéral, la CUAE a dématérialisé ses séances de comités et les a poursuivies par zoom. Elle a entrepris un travail de fond se concentrant sur la défense des droits étudiants relatifs aux conditions d'études des étudiant.e.x.s lors de la crise sanitaire. Tous les documents mentionnés ici sont disponibles sur le site de la CUAE (<https://cuae.ch/>), rubrique "Archives".

Le 13 mars, elle publie un communiqué de presse mettant l'accent sur deux problématiques cruciales : la survie matérielle liée à la précarisation et les potentielles pertes d'emploi qu'ont pu subir les étudiant.e.x.s, ainsi que la dégradation des conditions d'études et d'évaluation.

Le communiqué de presse établissait plusieurs revendications :

- Demande d'un accompagnement élargi et soutien des professeur.e.x.s ;
- Compensations en termes de charge de travail, de nombre de tentatives, de barème d'examen ;
- Maintien des examens pour conserver des conditions d'études décentes ;
- Possibilité d'avoir des équivalences concernant les stages ou, a minima, de conclure des accords avec les différents établissements concernés pour que les étudiant.e.x.s puissent poursuivre leur cursus sans rupture ;
- Débloquer des fonds pour les revenus perdus par la perte d'emploi ou la réduction d'heures de travail pour subvenir aux besoins de base ;
- Permettre aux privés de s'inscrire sur le centre de carrière afin de proposer des offres d'emploi étudiant, notamment des gardes d'enfants.

Voir le texte : <https://cuae.ch/communique-de-presse-covid-19/>

La CUAE a notamment pris position en faveur des mobilisé.e.x.s par l'armée suisse, de la protection civile, ainsi que dans le domaine de la santé. En effet, cette mobilisation temporaire arrivant en plein milieu de semestre ne permet la plupart du temps pas de poursuivre des études de manière optimale. Les jeunes devant aider leur entourage, soit malade, soit fragilisé, font face aux mêmes problématiques. De plus, la CUAE a dénoncé l'absence totale de consultation étudiante, qu'elle soit rectorale ou décanale. Les décisions ont été prises de manière verticale et autoritaire, souvent en méconnaissance des diverses situations des étudiant.e.x.s. La CUAE a donc lancé un appel à une inclusion du corps étudiant lors des réunions stratégiques et des prises de décisions. Voir les textes : <https://cuae.ch/prise-de-position-de-la-cuae-sur-les-examens/>, et <https://cuae.ch/coup-de-gueule-a-propos-des-examens/>.

Enfin, la CUAE a demandé au rectorat d'augmenter le personnel du Pôle Santé Social pour faire face à la charge administrative supplémentaire due au nombre exceptionnel de demandes liées à la crise sanitaire.

Le 1<sup>er</sup> avril, la CUAE a lancé une pétition contestant les décisions du rectorat en matière de modalités d'examens. Ces décisions portaient notamment sur le fait que les examens ne seraient pas comptabilisés en cas d'échec. La CUAE, considérant cette réponse comme insuffisante, a donc appelé le rectorat à trouver une vraie solution au problème des examens, en prenant en considération tout particulièrement les étudiant.e.x.s qui n'ont pas d'infrastructure adéquate pour travailler, qui ont des enfants à charge, qui sont tombé.e.x.s malades ou qui ont pris soin de leurs proches. La CUAE a également mis l'accent sur la charge financière que constitue une année d'études à l'UNIGE (28'992 CHF/an selon le Pôle Santé Social) et que beaucoup d'étudiant.e.x.s ne peuvent pas se permettre de redoubler. En ce sens, la CUAE n'a pas considéré comme suffisant le redoublement « gratuit » accordé par le rectorat. Cette pétition a récolté plus de 3'000 signatures. Voir le texte : <https://cuae.ch/%f0%9f%94%b4-examens-signez-la-petition-pour-une-veritable-solution-%f0%9f%94%b4/>.

La CUAE a également adressé une liste de questions ouvertes au rectorat exigeant des précisions concernant la session d'examen de juin et celle de rattrapage d'août, ainsi que les modalités concrètes d'évaluations. En effet, de nombreux.e.x.s étudiant.e.x.s nous ont informé des problèmes particuliers relatifs à leur situation. Ces questions étaient de natures diverses, mais s'articulaient autour d'une interrogation commune : les notes résultantes des examens reflèteront-elles vraiment le niveau des étudiant.e.x.s, ou plutôt leur capacité à gérer leur confinement ? Voir le texte : <https://cuae.ch/quelques-questions-au-rectorat-concernant-les-examens/>.

La réponse du rectorat s'est avérée prévisible : une non-entrée en matière sur la plupart des interpellations, ainsi qu'une décharge de responsabilités sur les facultés. Voir le texte : <https://cuae.ch/le-rectorat-a-repondu-a-nos-questions-et-on-en-est-pas-plus-avance-e-x-s/>.

En participation avec d'autres collectifs romands, la CUAE a réactivé le réseau d'entraide militant d'étudiant.e.x.s « action-éducation » en lançant un appel conjoint pour des garanties concernant la qualité des formations. Ce réseau s'est constitué avec une portée relativement large, allant des gymnases aux Hautes Écoles en passant par les Écoles professionnelles, et dénonçait des directives insuffisantes prises par les établissements de formation, leur politique étant principalement axée sur la poursuite d'un enseignement, peu importe sa qualité et sa pertinence, sans grande prise en considération de la situation particulière des étudiant.e.x.s.

Plus précisément, l'appel était axé sur quatre revendications :

1) Garantie de validation de tous les crédits/enseignements inscrits ce semestre (avec notation possible pour qui le souhaiterait et droit de report également);

2) Garanties financières : ce semestre aura vu une baisse quantitative des ressources à disposition (bibliothèques, impressions, matériel, etc.) et une augmentation générale de la précarité, ce qu'un remboursement au minimum partiel des taxes semestrielles de printemps doit compenser ; a minima durant la crise, le travail effectué par les stagiaires et apprenti.e.x.s, du fait de l'absence de suivi pédagogique et des risques encourus, doit être compensé par un salaire usuel complet (= salaire « normal » de travailleur.euse.x « normal.e.x »);

3) Garantie que personne parmi nous n'aura à subir les conséquences de cette crise en termes de durée de la formation, de poursuite du cursus ou d'entrée dans un cursus, et en termes d'accès aux aides sociales pertinentes, notamment via le prolongement de celles-ci et l'octroi facilité de bourses additionnelles;

4) Garantie que notre engagement dans la gestion de cette crise soit pleinement reconnu et compensé, a minima selon les trois garanties ci-dessus.

Cet appel national a récolté de nombreuses signatures, et est consultable ici : <https://cuae.ch/un-appel-national-pour-des-garanties-sur-nos-formations/>.

Le 1er mai, une mobilisation commune délocalisée a été organisée par le réseau *Action-Education*. Le CUAE en a fait partie. Vous pouvez retrouver les vidéos de ces actions symboliques, faites par la CUAE, ici : <https://cuae.ch/action-education/>.

La CUAE a, durant cette période, effectué de nombreuses interviews, télévisées ou radio. Le comité a alerté la presse a de nombreuses reprises au sujet des conditions d'études et d'examen lors de cette période de crise sanitaire. En tout, pas moins de 17 interventions médiatiques ont eu lieu. Elles sont consultables ici : <https://cuae.ch/la-cuae/dossiers/>. Par ailleurs, trois articles subjectifs et

subversifs concernant la politique universitaire en période de crise sanitaires sont à paraître dans le 50ème numéro du *Regard Critique*, journal écrit et édité par le comité de la CUAE.

Finalement, la CUAE a rédigé une FAQ sur son site internet, répertoriant un ensemble considérable de questions-réponses concernant la situation sanitaire et ses implications pour les étudiant.e.x.s

## **SÉANCE PERMIS B**

Depuis plusieurs années, le comité de la CUAE organise une séance d'information pour les personnes étrangères étudiant à Genève, lors de la deuxième semaine de la rentrée. Un certain nombre d'étudiant.e.x.s sont venues y assister. Le comité a présenté les informations de fond liées à l'obtention et au renouvellement d'un permis de séjour pour les étudiant.e.x.s étranger.e.x.s, avec la distinction entre les ressortissant.e.x.s de l'Union européenne et les non-ressortissant.e.x.s, quelques conseils pratiques à suivre lors des démarches administratives avec l'Office Cantonal de la Population et de la Migration (OCPM), les démarches à faire pour obtenir une autorisation de travailler, des renseignements sur les assurances ainsi que quelques suggestions relatives au regroupement familial. Nous avons également profité de cette séance pour présenter notre guide juridique pour l'obtention de permis étudiant : [permis-etudiant.ch](http://permis-etudiant.ch). La séance s'est terminée par une séance de questions personnalisées.

## **ATELIERS DE FRANÇAIS**

En 2016, la CUAE a remis sur pieds le groupe de travail « ateliers de français », laissé à l'abandon quelques années auparavant. Ce groupe de travail propose des ateliers de langue française à destination de personnes non-francophones. Suite à un appel à bénévoles lancé au sein de l'Université, un groupe s'est constitué afin d'organiser des ateliers tous les mardis et les jeudis, dans une démarche interactive et participative. Il s'agit de transmettre des connaissances de français au moyen d'exercices divers, principalement basés sur la pratique orale de la langue et l'apprentissage de ses bases de grammaire.

Ces ateliers se veulent horizontaux et sans hiérarchie afin de permettre aux participant.e.x.s de définir ce dont iels ont besoin et pouvoir amener de manière active leurs envies et besoins ainsi que de privilégier le partage des connaissances des participant.e.x.s et des bénévoles.x.s.

La participation aux ateliers est totalement gratuite et sans inscription.

Cette dernière année, près d'une cinquantaine de personnes ont assisté deux fois par semaine aux ateliers, pour une équipe d'environ sept bénévoles.x.s qui se sont relayé.e.s. Lors du semestre de printemps, les cours se sont poursuivis en ligne à cause de la crise sanitaire. Des exercices pour chaque niveau ont été publiés en ligne à hauteur de deux fois par semaine.

## GT GENRE

Le groupe de travail sur le genre a continué ses efforts pour faire perdurer l'énergie de la grève du 14 juin 2019 au sein de l'université. Les revendications n'avaient en effet pas été entendues par le rectorat suite à la grève féministe et il semblait ainsi important de pouvoir faire appliquer ce pourquoi des milliers d'étudiant.e.x.s et de travailleuses de l'uni étaient descendu.e.x.s dans la rue. La CUAE s'est donc rendue, avec de nombreux autres collectifs, associations et syndicats de l'université à différentes réunions de discussions avec le rectorat, qui n'a pas voulu entendre les revendications, pourtant essentielles que les collectifs portaient en commun. Après 6 mois de lutte contre le rectorat, le 14 décembre 2019, un bilan a été dressé. Rien n'a bougé dans les revendications de la grève et le rectorat s'habitue à nous reléguer au second plan. L'idée de discussion avec l'institution est petit à petit abandonnée au profit d'autres modes d'actions pour inverser le rapport de force. Le COVID-19 a malheureusement coupé les élans qui se créaient en ce sens.

En parallèle, le GT Genre a relancé une campagne contre le harcèlement sexiste et sexuel au sein de l'université en collaboration avec le CELVS (Collectif d'Etudiant.e.x.s en Lutte contre les Violences Sexistes). Des subventions pour réimprimer la brochure *No Non Nein*, une brochure contre le harcèlement sexiste et sexuel dans les lieux de formations, ont été obtenues. La campagne de lancement a malheureusement été stoppée dans son élan à cause du COVID-19.

## SEMAINE DES ASSOCIATIONS

En 2019, l'Assemblée des Délégué.e.x.s de la CUAE a décidé de transformer la traditionnelle *Journée des associations* en une *Semaine des associations*. Ainsi, nous avons organisé des stands du lundi 2 mars au mercredi 4 mars 2020 dans les bâtiments de Sciences, d'Uni Bastions et d'Uni-Mail. Chacun des trois midis, nous avons mis en place des repas à prix libre en collaborant avec la Datcha pour Sciences II, l'AEL pour les Bastions et le Nadir pour Uni-Mail. Le but étant à la fois d'organiser collectivement cet événement mais aussi et surtout d'offrir aux associations étudiantes de la visibilité à l'université. La semaine a rencontré un écho très positif de la part des associations qui ont pu venir et monter un stand de leur choix dans le hall d'Uni-Mail. La CUAE a elle-même tenu un stand avec des agendas-guides, les derniers numéros du "Regard Critique" (Journal du

comité), des brochures thématiques sur le logement et le genre. La semaine a rassemblé de nombreuses associations et les repas à prix libre ont très bien fonctionné.

## RÉUNION ASSOCIATIONS - RECTORAT

Comme chaque année, la réunion associations-rectorat a eu lieu au début du deuxième semestre, le 18 février 2020. En amont de cette rencontre, la CUAE s'est réunie avec le rectorat afin d'établir l'ordre du jour de la séance et faire remonter les points qui intéressaient les associations et les étudiant.e.x.s. Un retour sur les Welcome Days 2019 et l'annonce des Welcome Days 2020 a eu lieu. Ensuite, la nouvelle plateforme des associations *Agora* et son potentiel pour les associations ont été présentés par la CGTF. Après cela, les résultats d'une enquête de l'Observatoire de la Vie Etudiante sur la santé des étudiant.e.x.s ont été exposés. Ceux-ci sont alarmants, notamment en raison de la haute proportion d'étudiant.e.x.s sujet.te.x.s au stress. Les associations ont exprimé leurs besoins en termes d'espaces et de représentation étudiante dans les commissions de l'université. Enfin, il a été question des solutions possibles pour accueillir au mieux l'augmentation du nombre d'étudiant.e.x.s à l'université et du risque représenté par une numérisation à outrance.

## WELCOME DAYS ET RENTRÉE

La CUAE a reconduit l'organisation des Welcome Days pour la rentrée 2019-2020, en collaboration avec deux personnes salariées de l'Université et quelques associations. La journée de Welcome Day s'est déroulée le vendredi 13 septembre 2019, soit 3 jours avant la rentrée académique. La CUAE, impliquée via certain.e.x.s membres du Comité dans le Comité de pilotage des Welcome Days (ci-après : CoPil), a fourni une quantité de travail conséquente, notamment pour contacter, réunir et organiser les associations universitaires durant la journée. La CUAE a tenu son habituel stand dans le parc des Bastions, et a fait bénéficier les diverses associations universitaires ayant montré de l'intérêt au projet d'une visibilité accrue auprès des nouveau.elle.x.s étudiant.e.x.s participant à cette journée. L'organisation logistique et pragmatique a été en grande partie effectuée par la CUAE ; plan des stands des associations, contacts avec ces dernières et transmissions d'informations, liens avec le CoPil pour la logistique des associations (tables, bancs, tentes, etc.), gestion des bénévoles, point d'informations pour les nouveau.elle.x.s étudiant.e.x.s, cluedo inter-associations, musiques et rangement sont autant d'activités menées à bien par la CUAE lors de cette journée. En plus de cela, la CUAE a également tenu son propre stand, via lequel ont été distribués plusieurs milliers d'agendas. La CUAE a profité de cette occasion pour faire remplir des "plaquettes", système de financement associatif universitaire. En outre, un atelier pin's ainsi qu'un

atelier "Pimp ton agenda" étaient proposés tout au long de la journée au stand de la CUAE.

Durant les deux premières semaines de la rentrée, la CUAE a tenu des stands dans 4 bâtiments universitaires, soit au CMU, à Sciences II, à Mail et aux Bastions. Ces stands ont permis à la CUAE de se présenter et discuter avec les nouveau.elle.x.s étudiant.e.x.s, de distribuer gratuitement des milliers d'agendas, de récolter des signatures pour les associations, et de tenir un *info-kiosk*. Des membres de la CUAE ont également présenté brièvement la CUAE lors de certaines séances d'informations facultaires de rentrée pour les 1ères années.

## RÉSEAUX ASSOCIATIFS

### Associations membres

*Nouvelles associations.*

Cette année, cinq associations sont devenues membres de la CUAE. Il s'agit de :

#### **KAM'AF**

Son objectif est de promouvoir l'Afrique à l'unige, elle organise des cercles de discussions et des conférences.

#### **GIMUN**

Créée en 1999, ONG ecosoc, elle aborde le rôle de l'ONU et des OI et organise des conférences. C'est une association bilingue français-anglais. Elle organise une conférence annuelle, où 350 étudiant.e.x.s se mettent dans la peau de délégué.e.x.s à l'ONU.

#### **Law Career Start**

Son but : connecter le monde professionnel et les étudiant.e.x.s. Deux piliers: un journal et un pôle workshop mettant en scène des cas pratiques joués par des étudiant.e.x.s.

#### **ITAG**

Son but : mettre en relation les étudiant.e.x.s italien.ne.x.s et italophones, et organiser des événements. Un autre but est de promouvoir la culture italienne à l'Unige.

## **Innovation Time**

Le but premier de l'association est d'amener une cohésion entre le monde entrepreneurial et le monde étudiantin sur ces campus et au-delà de leurs frontières. L'association souhaite être un vecteur du rapprochement des étudiant.e.x.s des différents campus. Elle souhaite faciliter les échanges et la diversification des compétences et est persuadée que les projets innovants naissent de la rencontre de profils multiples et variés.

## **Association des Étudiant[e.x.s] en Sciences (AESc)**

Au printemps 2019, l'AESc a mobilisé les associations de la faculté des Sciences pour quitter la CUAE afin de devenir une faïtière universitaire. Les arguments allégués par l'AESc étaient, entre autres, d'avoir une meilleure représentation auprès des étudiant.e.x.s par ce biais, et d'augmenter le pouvoir relatif de leur faculté dans les instances centrales. Une critique générale de la ligne politique de la CUAE a aussi été faite par l'AESc.

La CUAE, considérant que cela ne permettrait pas une meilleure défense des intérêts étudiantins auprès de l'institution académique et même que cela tendrait à l'affaiblir, a proposé une série de rencontres à l'AESc afin de trouver une solution convenant aux deux associations. L'AESc s'est montrée complètement hermétique à l'argumentation de la CUAE, malgré une rencontre pendant l'été. En outre, l'AESc a entamé le processus visant à convaincre les associations de Sciences de quitter la CUAE pendant l'été, autrement dit lorsque seules certaines personnes des comités respectifs étaient présentes ; après plusieurs remarques de la CUAE portant sur l'absence de démocratie dans ce processus, où les membres des associations n'étaient aucunement consulté.e.x.s, l'AESc a interrompu le processus et a appelé les associations de Sciences à voter sur ce point lors de leur première Assemblée générale. Par ailleurs, l'AESc a en amont entrepris de changer ses statuts pour qu'il ne soit pas possible pour une association d'être *à la fois* affiliée à l'AESc et à la CUAE. Cette clause restrictive, imposée par l'AESc aux associations de Sciences, avait été soulevée par la CUAE lors de la rencontre entre l'AESc et la CUAE durant l'été. L'AESc s'est montrée insensible sur ce point. Cette méthode illustre le caractère virulent du projet mené par l'AESc, alors que la CUAE a toujours eu le souhait et la volonté de construire et d'affirmer collectivement un rapport de force à la faveur du corps étudiant dans ses relations avec la faculté de Sciences. La CUAE a donc dû aller expliquer ses positions et activités directement aux associations de Sciences pendant leur Assemblée générale. Cela a été l'occasion de créer des contacts utiles et instructifs auprès de ces dernières.

Malgré notre pédagogie et nos rapprochements l'AESP, l'AEP, l'AEI, l'AECEB et l'AEB ont décidé de quitter la CUAE. Cela pose des questions épineuses quant à l'isolement futur de ces associations et des difficultés qu'il y aura à l'avenir à les inclure dans la politique universitaire. En effet, les structures de la CUAE permettant de faire remonter les besoins et problématiques vers les services centraux et commissions de même que faire redescendre les informations de

ces structures vers les associations peuvent devenir caduques pour les associations quittant la CUAE.

### **Assemblée des Délégué.e.x.s**

Trois Assemblées des Délégué.e.x.s (AD) ont eu lieu durant l'année académique 2019-2020.

Les AD ont permis aux associations réunies d'échanger des informations et différents points de vue sur des sujets tels que les espaces pour les étudiant.e.x.s et pour les associations, le renouvellement des cafétérias à Uni Mail et les questions de genre.

Exceptionnellement, l'AD de printemps, initialement prévue le 17 mars, a été repoussée au 20 avril et s'est déroulée par Zoom à cause du COVID-19. Cette Assemblée hors du commun a été l'occasion de s'organiser collectivement et de discuter ensemble des problématiques liées aux enseignements et aux examens en ligne.

Les Assemblées des Déléguées sont un lieu d'échange incontournable pour les associations du fait qu'elles permettent de faire circuler des informations au-delà des frontières facultaires, mais aussi de discuter ensemble de différents problèmes autour de la politique universitaire et/ou liés aux conditions de vie et d'études du corps étudiantin. Ces assemblées sont un grand outil pour dégager des positions communes et avoir des discussions fertiles et productives.

### **Associations non-membres**

#### ***L'Association des Jeunes Engagé[x]s (AJE)***

Depuis quelques années, une association syndicale d'étudiant.e.x.s du post-obligatoire existe, il s'agit de l'AJE (Association des Jeunes engagée[x]s). La CUAE entretient de très bons contacts avec l'AJE. Le comité continue de soutenir le collectif par l'impression de leurs flyers lorsque la demande est formulée.

### **Réseau suisse**

#### ***SUD-Etudiante[x]s & précaires***

*SUD* est le syndicat vaudois de la fonction publique. Sa branche *SUD-EP* se concentre sur l'Université lausannoise et les divers lieux de formation. De forts

contacts avaient été noués entre la CUAE et *SUD-EP* durant la période de campagne contre l'augmentation des taxes universitaires dans les universités suisses, et une plateforme commune, *Action-Education*, avait été mise en place. Lors de la fermeture des universités, la CUAE a entretenu d'étroits liens avec les membres de *SUD-EP*. Plusieurs rencontres stratégiques et politiques ont eu lieu, tant en présentiel qu'en distanciel. Durant cette période, la CUAE et *SUD-EP* ont notamment relancé la plateforme *Action-Education*, et organisé la journée de mobilisation décentralisée du 1er mai. Pour plus d'informations, voir le point "Covid 19" de ce rapport d'activités.

### ***Association Féministe de l'UNIL (AFU)***

L'Association Féministe de l'UNIL est active sur les questions de féminisme et genre à l'Université de Lausanne. La CUAE continue à avoir une bonne relation avec cette association, et a eu quelques discussions pendant cette année.

### ***Union Nationale des étudiantes de Suisse (UNES)***

Depuis l'adhésion de la CUAE à l'UNES, nous nous sommes rendu.e.x.s régulièrement aux Assemblées des Délégué.e.x.s qui ont eu lieu cette année, afin de suivre les dossiers sur lesquels l'UNES travaille et relayer les informations nécessaires à l'UNIGE.

## **ORGANES DE LA CUAE**

### ***Le comité***

Le comité de la CUAE étant l'organe exécutif de l'association, c'est à l'ensemble des étudiant.e.x.s formant le comité que revient la mise en œuvre des décisions prises lors de l'Assemblée Générale (AG) et le traitement des affaires courantes. Le comité est l'employeur des secrétaires de la CUAE, il veille au respect du cahier des charges. Le *Rapport d'activité du secrétariat de la CUAE* pour l'année 2019-2020 est également disponible pour plus de détails.

## ***Le secrétariat***

Fin décembre 2019, Léonhard Unterlechner a quitté son poste après deux ans et demi de secrétariat et travail pour lequel nous le remercions chaleureusement. Une commission de nomination a été formée elle a nommé un nouveau secrétaire, Hugo Molineaux.

Fin juin 2020, Gahla Dörig a quitté son poste après 2 ans de secrétariat dont le dernier semestre était marqué par la pandémie et le confinement. Qu'elle soit ici grandement remerciée pour son travail. Une autre commission de nomination a été formée et c'est Andreu Gesti Franquesa qui a été nommé au poste de secrétaire.

## **WEB ET RÉSEAUX SOCIAUX**

Consciente des perspectives plurielles quant à la diffusion d'informations et des moyens d'organisation, et favorisant la diversité des techniques fédératrices, la CUAE s'est mise au goût du jour concernant sa visibilité médiatique. Hormis les nombreuses interventions médiatiques dans la presse (voir point "Covid 19"), la CUAE a mis à jour le contenu de son site internet, et n'a pas manqué de l'alimenter en période de confinement. En effet, une rubrique spéciale et directement accessible intitulée "FAQ COVID" a été rapidement mise en place et largement consultée. A l'approche de la rentrée, constatant le bon fonctionnement de cette technique, cette rubrique a trouvé sa place dans les archives et a été remplacée par la rubrique "Welcome Days", qui accueillait l'entièreté du programme des associations pour les journées de rentrée des associations (2020-2021). En outre, tous les textes concernant la période du Covid ont été mis en ligne sur le site, ainsi que d'autres portant sur la politique universitaire ou sur les événements organisés ou co-organisés par la CUAE. Sont également publiés les résumés du mois de la CUAE, ainsi que les modifications des horaires de permanences du secrétariat.

La CUAE a mis à jour sa page Facebook, elle aussi largement utilisée comme médium durant la période de semi-confinement. Des comptes Instagram et Twitter ont été également créés dans les mêmes buts.

